

Le PS veut tendre vers la gratuité de l'école

ÉLECTIONS Caroline Désir balise les priorités du programme

► « Le mal de l'enseignement à Bruxelles, ce sont les disparités entre élèves. »

► Pour aider les plus défavorisés, la cheffe de groupe propose des classes de quinze, des études dirigées gratuites...

Alors que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles se penche sur le décret relatif à l'autonomie de l'enseignement officiel, Caroline Désir, échevine PS de l'instruction publique à Ixelles, termine le tour des établissements de sa commune. « Au passage, cela m'a permis de constater l'enthousiasme des différents acteurs par rapport au Pacte. Ils sont en train de travailler sur leurs plans de pilotage (NDLR : les objectifs qu'une école se fixe pour améliorer ses performances). On sent une adhésion, un mouvement. Raison pour laquelle il faut avancer sur le Pacte. »

Grande spécialiste, au sein de son parti, de toutes ces questions, elle tire par ailleurs la sonnette d'alarme pour les écoles bruxelloises. Une série d'indicateurs montrent les difficultés que concentre l'enseignement dans la capitale, expose-t-elle. Avant de plaider pour une série de mesures qu'elle a contribué à inscrire dans le programme du PS pour mai prochain...

Objectif gratuité

Le cercle vicieux est connu : les enfants issus des milieux défavorisés décrochent plus vite de l'enseignement, l'absence de qualification augmente le risque de précarité ; or la pauvreté est bien plus criante à Bruxelles qu'ailleurs... Pour sortir de là, Caroline Désir propose une batterie de mesures

tournant autour de la gratuité de l'enseignement. Un thème lancé, dans ces colonnes, en 2014, par Paul Magnette, alors président du Parti socialiste, et repris par plusieurs majorités communales en octobre dernier. « Cela commence par les cantines, explique la députée régionale. Tous les jours, des profs s'arrangent pour donner des repas à certains enfants qui, sinon, ne mangeraient pas chaud de la journée et n'auraient qu'une collation très malsaine. C'est un enjeu de coût de la scolarité, d'alimentation saine, de santé publique. Les profs nous disent aussi que c'est important de prendre ce temps, pour bien manger. »

Des projets pilotes ont déjà été lancés par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le PS souhaiterait les généraliser, au moins dans un premier temps dans les écoles à encadrement différencié (qui concentrent les élèves à l'indice socio-économique le plus faible) pour rendre la mesure finançable.

Dans la même veine gratuite, Caroline Désir plaide pour la suppression, là aussi pour les publics les plus précarisés, des frais de sorties culturelles et sportives. Mais aussi des études dirigées et des garderies. « Certains parents ne peuvent tout simplement pas payer une garderie le matin, le midi, le soir. Quant aux études dirigées, elles doivent aider les enfants qui ne peuvent être aidés par leurs parents. » Faute de temps ou de connaissances suffisantes, notamment de la langue – près d'un tiers des élèves, à Bruxelles, grandit dans une famille où on ne parle pas le français à la maison. La gratuité, nouveau combat socialiste – celle des transports en commun a finalement été intégrée dans le programme rouge (en riposte au PTB) ? Le parti assume. Et applique : la Ville de Bruxelles et Saint-Josse se sont lancées. « Bien sûr, il faut y aller par phases », insiste Caroline Désir.

Des classes de quinze élèves

Bruxelles concentrant un grand nombre d'élèves issus de milieux précarisés, le PS propose également de doper les moyens pour leur offrir un meilleur encadrement. « Bien sûr, les moyens consacrés à l'encadrement aident, et Bruxelles reçoit un quart de l'enveloppe de près de 70 millions. Mais cela ne suffit pas, il faut aller voir la réalité des classes, même dans ma commune », plaide Caroline Désir. Concrètement, cela se traduit par des moyens supplémentaires – non encore chiffrés par le PS. « Il faut renforcer les dispositifs d'accueil pour les primo-arrivants. Aujourd'hui, 35 classes dites "Daspa" (NDLR : dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivant) leur sont réservées dans tout Bruxelles, c'est totalement insuffisant. Idem pour le dispositif ALE (adaptation à la langue de l'enseignement), il n'y en a pas assez. Ces dernières années, nous avons accueilli, à Bruxelles, de nombreux jeunes Syriens, qui sont déscolarisés, traumatisés. Il faut pouvoir leur donner du temps, ce qui demande des moyens supplémentaires pour l'encadrement. »

Au passage, la cheffe de groupe socialiste prône la réduction de la taille des classes : « Quinze, idéalement, en primaire, pour les écoles qui ont le plus de difficultés. » Mais aussi l'abaissement de l'âge d'obligation scolaire à trois ans. « C'est une compétence fédérale, votons-le ! Bien sûr, 95 % des enfants de trois à six ans sont scolarisés. Mais, quand ce n'est pas obligatoire, on constate une fréquentation aléatoire, surtout dans les milieux défavorisés. Or, la période entre trois et six ans est cruciale, notamment pour l'apprentissage de la langue. »

L'échevine ixelloise a par ailleurs rencontré de nombreux profs qui témoignent de la lourdeur de leur tâche. « Ils font bien plus que donner cours. Ils voient parfois arriver dans leur classe des enfants qui n'ont pas de matériel scolaire, de nourriture, voire de vêtements. Ils sont confrontés à des sans-papiers, des réfugiés, des enfants qui ont connu la violence... » Un sacerdoce auquel renoncent bien vite certains enseignants, surtout à Bruxelles. D'où cette idée de primes pour attirer les profs dans les écoles défavorisées. « Cela pourrait être la Région qui la verserait », souligne Caroline Désir.

« Il faut un plan de rénovation des bâtiments »

Des moyens, encore, pour les bâtiments scolaires, vieux, vétustes, délabrés, véritables passoires énergétiques. « Toutes les communes ne peuvent pas assumer le coût de rénovations en profondeur... Il faut se fixer des objectifs, au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dégager des budgets. Il y a urgence. » Construire les écoles prévues

fait aussi partie des priorités du PS, « il faut tenir le rythme, sinon on ne fera pas face au boom démographique ».

Reste que le problème de l'enseignement francophone est celui de la qualité... Des moyens budgétaires suffiront-ils ? « Toutes les études démontrent que le mal de nos écoles, c'est la disparité entre les élèves. Que l'on n'arrive pas à réduire. C'est là dessus qu'il faut travailler. Clairement, il ne suffit pas de traiter les élèves

sur pied d'égalité, il faut aider les plus défavorisés, il faut que nos écoles soient plus inclusives. Il faut travailler à l'égalité des acquis plutôt que sur l'égalité des chances. » Des maux plus criants encore à Bruxelles ; voilà qui plaide pour une régionalisation de l'enseignement ? Caroline Désir y est farouchement opposée : « Notre situation est celle que rencontrent d'autres grandes villes. » ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

350.000 38.000 25 %

C'est le nombre d'élèves et étudiants inscrits à Bruxelles, dans l'enseignement francophone ou néerlandophone. On en compte un peu plus de 50.000 dans le maternel, près de 100.000 en primaire et autant en secondaire - parmi lesquels 35.000 sont domiciliés en Wallonie ou en Flandre. Il y a par ailleurs 100.000 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, universitaire ou non.

En dix ans (2015-2025), le nombre d'élèves va croître de 15,3 % à Bruxelles. La croissance est évaluée à un peu plus de 6.000 (+ 10 %) dans le maternel, un peu plus de 12.000 (+ 13 %) dans le primaire, 19.000 dans le secondaire (+ 20 %). La croissance devrait surtout se marquer dans les communes du nord et de l'ouest de la Région.

Un quart des enfants bruxellois de moins de dix-huit ans grandit dans un ménage sans revenu du travail. Pour rappel, un tiers vivent avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté (contre 7 % en Flandre, 16 % en Wallonie).

14,8 %

C'est le pourcentage des Bruxellois de 18 à 24 ans qui n'ont pas de diplôme du secondaire supérieur et qui ne suivent plus aucune forme d'enseignement ou de formation. A titre de comparaison, ce taux est de 6,8 % en Région flamande, 10,3 % en Région wallonne et 8,8 % au niveau belge.

26 %

C'est la part des élèves bruxellois dans le secondaire (toutes filières confondues) qui accusent un retard scolaire d'au moins deux ans. Ces chiffres varient fortement selon les filières : 68 % en professionnel, 52 % en technique et artistique, 11 % dans le général. Les proportions les plus élevées se retrouvent dans les communes les plus défavorisées : 38 % (toutes filières confondues) à Saint-Josse.

20 %

Un cinquième du personnel enseignant dans les écoles francophones de Bruxelles est constitué de profs débutants. Ce chiffre atteint 30 % dans les établissements à indice socio-économique faible dans la capitale.

50,6 %

Une école bruxelloise sur deux bénéficie de l'encadrement différencié (des moyens supplémentaires pour les 25 % d'écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont l'indice socio-économique le plus faible).

Sources : IBSA, Baromètre social, Pacte d'excellence, Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mauvais

Les résultats des élèves bruxellois aux épreuves certificatives sont systématiquement inférieurs à la moyenne de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils sont aussi les plus mauvais, tant pour le CEB que pour le CE1D (secondaire), de tous les bassins scolaires francophones.